

Actualité macro-économique en Roumanie

Population : 21,5 millions d'habitants

PIB en 2010 : 119,7 milliards EUR

PIB par habitant en 2010 : 5.200 EUR/habitant

Croissance en 2010 : -1,2 %

Prévision de croissance du PIB : +1,5% (2011) ; +4,4% (2012)

IDE en 2010 : 2,6 milliards EUR

Salaire minimum brut garanti en 2011 : 167 EUR (670 RON)

Salaire moyen mensuel brut, en février 2011 : 486 EUR (1.944 RON)

Inflation en 2010 : 7,96 %

Taux de chômage en 2010 : 7,3 %

Place de la France dans les échanges commerciaux : 3ème client, 4ème fournisseur

Stock IDE français fin 2010 : env. 7 milliards EUR, France - 3ème rang parmi les investisseurs étrangers

Cours EUR/RON le 30.04.2011 : 1 EUR = 4,0744 RON



Actualité politico-économique en Roumanie

La Roumanie souhaite toujours adopter l'euro en 2015 : Selon la déclaration du Premier ministre Emil Boc, la Roumanie maintient son objectif d'adopter la monnaie unique en 2015, malgré les difficultés que traversent sa propre économie et la zone euro. Cette date figure dans le programme de convergence pour la période 2011-2014, adopté par le gouvernement. Ce programme prévoit que la Roumanie entre dans le ERM-II (mécanisme européen des taux de change) en 2013-2014 et passe à l'euro au 1er janvier 2015. Le gouverneur de la Banque nationale de Roumanie (BNR), Mugur Isarescu, et le président Traian Basescu avaient eux aussi déjà plaidé en faveur de cette date d'entrée, prévue dans le programme de convergence de l'an dernier. Pour entrer dans la zone euro, un pays aspirant doit respecter cinq critères de convergence, dont les plus importants préconisent une inflation maîtrisée et une stricte discipline en matière de dépenses publiques. Après avoir enregistré un déficit public de 6,5% l'année dernière, la Roumanie s'est engagée à ramener cet indicateur à 4,4% en 2011 et à 3% en 2012. Toutefois son taux d'inflation, le plus élevé parmi les membres de l'UE, s'élevait à 8,01% en mars, soit son niveau le plus haut depuis août 2008.

Reprise des investissements étrangers : Les investissements directs étrangers ont été de 294 millions d'euros durant les deux premiers mois de l'année, selon les données de la Banque nationale roumaine (BNR). En comparaison avec la même période en 2010, où le pays avait attiré des IDE à hauteur de 140 millions d'euros, ce chiffre a plus que doublé. Les IDE ont représenté 2,596 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année dernière, en baisse de 25,57% par rapport à 2009. Mais 2011 s'annonce plus positive. La BNR a par ailleurs annoncé que le déficit du compte courant avait baissé de 94%, toujours sur les deux premiers mois de l'année et par rapport à la même période en 2010. Ce déficit était de 747 millions d'euros après les mois de janvier et février 2010 et il est aujourd'hui tombé à 44 millions d'euros. La dette externe de la Roumanie a, par contre, connu une hausse de 1,1% durant les deux premiers mois de 2011, toujours selon la BNR. Elle est désormais de 91,79 milliards d'euros, soit environ un milliard de plus que par rapport à la fin de l'année dernière.

L'Azerbaïdjan cible la Roumanie pour ses stations essence : La compagnie azérie d'Etat Socar vient d'annoncer son intention d'investir quelque 500 millions de dollars en Roumanie en ouvrant 300 stations essence à travers tout le pays dans les trois ans à venir, selon Rovnag Abudllayev, son président. Avec cet investissement, Socar a l'ambition de devenir l'un des acteurs les plus importants sur le marché. Actuellement quatre sociétés se partagent la majorité des stations essence de Roumanie : Petrom (environ 550), Rompetrol (450), LukOil Romania (310) et MOL Romania (126). Selon le président des stations essence indépendantes de Roumanie, Ion Tache, il reste dans le pays la place pour encore 500 unités de vente de carburant.

La Roumanie reste attractive pour le développement de centres commerciaux : La Roumanie se maintient dans le top dix des pays européens concernant les constructions de centres commerciaux prévues pour 2011-2012. Les projets en développement totalisent en Roumanie une surface de 256.000 mètres carrés. Ce classement, réalisé par la société Cushman&Wakfield, indique toutefois que ces prévisions sont en baisse par rapport à celles de la période 2010-2011, lorsque la construction de 418.000 mètres carrés d'espace commercial était annoncée. La Roumanie dispose actuellement d'une surface de 1,3 million de mètres carrés de galeries marchandes modernes.

La Roumanie souhaite encourager les investissements français : Le gouvernement roumain souhaite encourager autant que possible les investissements français en Roumanie, a déclaré le ministre des Affaires étrangères Teodor Baconschi. « Nous voulons développer autant que possible la présence des investissements français en Roumanie », a indiqué M. Baconschi en rappelant toutefois que « dans une économie libre et largement privatisée, nous ne pouvons que donner des idées ». La France est le quatrième partenaire commercial de la Roumanie. Des entreprises françaises comme Renault, Orange ou Carrefour sont implantées depuis plusieurs années. La Roumanie dont plus de 4,5 millions d'habitants parlent le français est le fer de lance de la francophonie en Europe de l'Est.

Nouveau terminal de l'aéroport international de Bucarest inauguré par le Premier ministre : Le Premier ministre roumain Emil Boc a inauguré le nouveau terminal pour passagers de l'aéroport international de Bucarest. Les travaux auront duré près de deux ans pour un investissement de 60 millions d'euros. « C'est un petit pas, mais une avancée certaine dans la direction à prendre pour sortir de la crise », a déclaré le chef du gouvernement. Pour Emil Boc, cette inauguration montre que la Roumanie est prête pour adhérer à l'espace Schengen, car elle remplit tous les critères techniques requis. Lors de l'événement étaient également présents le ministre de l'Intérieur, Traian Igas, ainsi que la ministre des Transports, Anca Boagiu. L'aéroport Henri Coanda d'Otopeni dispose désormais de 24 portes d'embarcation, au lieu des neuf qui existaient jusqu'à maintenant.

Lancement du programme touristique « Le littoral pour tous » : Le programme social « Mini-prix pour les vacances – Le littoral pour tous » a été lancé par l'association « Littoral-Delta » du Danube, a-t-on appris dans un communiqué de presse de l'organisation. Le but de cette initiative, qui est valable seulement durant les périodes hors-saison, est de permettre aux personnes qui ne peuvent pas se le permettre de passer une semaine de congés sur les plages du littoral roumain, du Delta du Danube à la frontière bulgare. Pour l'instant, 28 hôtels de une à cinq étoiles participent à ce programme, les prix pour six nuits variant de 179 à 549 lei. Ce programme, qui en est à sa sixième édition, se déroule du 3 mai au 14 juin et 1.200 places sont disponibles.

Le Premier ministre annonce une « offensive générale » contre le travail au noir : Le Premier ministre, qui a accepté l'intérim du ministère du Travail après la démission de Ioan Botis, a annoncé une lutte soutenue contre les entrepreneurs qui auraient recours au travail au noir. Il s'agit d'une « offensive générale pour attirer l'attention sur le fait que la loi n'est pas seulement publiée au Journal officiel, mais qu'elle doit aussi être respectée ». Emil Boc a mis l'accent sur les amendes trois à quatre fois supérieures aux sanctions actuelles qui seront bientôt infligées en cas d'absence de contrat de travail, ainsi qu'au dispositif de contrôle qu'il va mettre en place. Le nouveau Code du travail, établi aussi pour contrer le travail au noir, entrera en vigueur à partir du samedi 30 avril prochain.

La Roumanie met en place une aide à l'acquisition pour les voitures électriques : Le gouvernement roumain a annoncé la mise en place d'une prime à la casse et d'une aide financière pour les acheteurs de véhicules neufs, hybrides et électriques. Afin de stimuler les ventes de voitures électriques, le gouvernement vient de voter la mise en place d'une prime à l'acquisition d'un montant de 3.700 €, limité à 20 % du prix d'achat. Les voitures hybrides ne sont pas oubliées et bénéficient d'une prime de 1.800 €, limité à 10 % du prix du véhicule. « Il s'agit d'un projet de loi extrêmement important pour la promotion de véhicules propres et économes en énergie », a déclaré le Premier ministre Emil Boc, après la réunion du gouvernement. Ceux qui participent au programme Rabla recevront 4 bons d'achat pour acquérir un véhicule électrique, 2 pour un véhicule hybride. L'aide décidée par le gouvernement est inférieure à celle initialement annoncée par le ministère de l'Environnement, qui était de 5.300 euros. La prime à la casse entrera en vigueur le 18 mars et s'achèvera fin décembre 2011. Laszlo Borbely, Ministre de l'Environnement, a précisé que le gouvernement soutiendrait également les entreprises qui souhaitent faciliter l'accès de la population aux infrastructures d'alimentation et de recharge des voitures électriques.

Partenariats public-privé pour moderniser l'infrastructure roumaine : La Roumanie veut attirer des investisseurs privés pour moderniser ses infrastructures de transport et construire des centrales énergétiques, dont deux nouveaux réacteurs du site nucléaire de Cernavoda, a déclaré le Premier ministre Emil Boc. Le gouvernement veut faire appel à des partenariats public-privé pour des travaux d'infrastructure qui ne bénéficient ni d'argent public ni de fonds européens, a indiqué M. Boc à l'issue d'une réunion du gouvernement. Selon lui, ce programme prévoit notamment la construction de quatre autoroutes d'une longueur totale de 550 km, d'un canal reliant Bucarest au Danube et d'un nouveau pont à travers ce fleuve. Bucarest envisage en outre de construire en partenariat public-privé deux nouvelles tranches de la centrale de Cernavoda (sud-est), un projet estimé à 4 milliards d'euros. La construction d'une hydrocentrale à Tarnita-Lapusesti, d'une centrale thermique à Doicesti, et du tronçon roumain du gazoduc AGRI devant acheminer du gaz naturel liquéfié d'Azerbaïdjan vers l'Europe de l'ouest figure également dans le programme du gouvernement.

La Roumanie – potentielle porte d'entrée commerciale de l'Europe centrale et de l'Est : La Roumanie a le potentiel de devenir l'une des « principales portes d'entrée de l'Europe centrale et de l'Est pour les marchandises provenant de l'est de l'Asie et du Moyen-Orient », a indiqué dans un communiqué de presse Peter de Ruiters, le chef du département de consultance fiscale et juridique de la filiale roumaine de PricewaterhouseCoopers. Sur la base d'une étude faite par la société d'audit, il a estimé que le pays pourrait « devenir une route commerciale majeure dans le futur ». Le port de Constanta deviendrait ainsi un nœud commercial très important, car c'est par la mer Noire que proviendrait la majorité des marchandises importées. Selon l'expert, la Roumanie doit faire quelques modifications législatives « essentielles » pour se transformer en une destination « idéale » pour les importations européennes. Les compagnies intéressées d'investir doivent adapter leurs stratégies dès maintenant conclut-il, car « l'avantage du premier venu » sera considérable pour ce marché.

Mission du FMI du 27 avril au 9 mai : Une mission du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne s'est rendue à Bucarest le 27 avril afin de procéder à une première évaluation dans le cadre d'un nouveau prêt accordé à la Roumanie, a indiqué le FMI dans un communiqué. Cette mission, qui comprendra également des experts de la Banque mondiale, restera en Roumanie jusqu'au 9 mai. Confrontée à une des pires récessions de l'Union européenne, la Roumanie avait conclu en avril 2009 un accord de sauvetage d'urgence de deux ans avec le FMI, l'UE et la Banque mondiale d'un montant de 20 milliards d'euros. Début février, le président roumain Traian Basescu avait estimé que cet accord s'était terminé avec succès avec une « économie stabilisée » qui devrait renouer avec la croissance cette année. Il avait toutefois annoncé la mise à disposition à titre préventif de cinq milliards d'euros supplémentaires par le FMI et l'UE (3,6 milliards d'euros pour le FMI, 1,4 milliard pour l'UE).

Coopération Grèce-Bulgarie-Roumanie sur l'immigration : La Grèce, la Bulgarie et la Roumanie ont décidé de demander une aide plus conséquente de l'UE et l'exercice d'une plus grande pression sur la Turquie et les pays de provenance des grands flux d'immigrés, lors d'une réunion ministérielle commune au ministère de la Protection du Citoyen à Athènes. Le ministre grec de la Protection du Citoyen, Christos Papoutsis, et les ministres de l'Intérieur de Bulgarie, Tsvetan Tsvetanov, et de Roumanie, Traian Igas, ont adressé une lettre commune à leur homologue de Turquie, l'invitant à une rencontre commune dans la région frontalière commune Grèce-Bulgarie-Turquie pour discuter du problème de l'immigration. Les trois ministres sont convenus de renforcer leur coopération transfrontalière, M. Papoutsis exprimant également à cette occasion le soutien de la Grèce à la Bulgarie et à la Roumanie pour leur accession à la Convention de Schengen.

IBM - un centre d'excellence en Roumanie : Le groupe informatique américain IBM et la mairie de Targu-Mures (centre de la Roumanie) ont signé un accord sur la construction d'un centre d'excellence qui encouragera la recherche scientifique et la formation d'experts, a annoncé le gouvernement roumain. En vertu de cet accord, des chercheurs roumains des universités de Transylvanie (centre) suivront des cours de spécialisation dans les centres de recherche d'IBM avant d'être employés par celui de Targu-Mures. Des chercheurs d'IBM formeront avec des représentants des universités et des autorités locales de la région un groupe de travail qui décidera des secteurs d'activité et du montant d'investissements requis pour la mise en place du centre. Baptisé « Transylvanie », ce centre s'inscrit dans le cadre de la stratégie « Digital Mures », qui prévoit la création d'une « ville scientifique de recherche et d'informatique médicale », a précisé le gouvernement.

Paris veut aider la Roumanie à intégrer Schengen : La France veut aider la Roumanie à « remplir les critères d'entrée » dans l'espace Schengen, a déclaré le ministre français de l'Intérieur, Claude Guéant, exprimant le souhait de Paris de « renouer le dialogue amical » avec Bucarest après les tensions des derniers mois. Selon les évaluations de l'Union européenne, « la Roumanie remplit tous les critères techniques » pour entrer dans l'espace Schengen, avait indiqué la commissaire européenne Cecilia Malmstrom en février, mais certains pays comme la France et l'Allemagne se sont opposés à une adhésion en mars, exigeant également des progrès en matière de lutte contre la corruption. Selon M. Guéant, un dispositif prévoyant la présence de policiers de différents pays de l'Union européenne auprès de la police roumaine aux frontières est à l'étude. M. Guéant a souligné la volonté de renforcer la coopération policière bilatérale, en raison, selon lui, d'une « progression de la délinquance d'origine roumaine » en France.

Vietnam et Roumanie renforcent la coopération bilatérale : Dans la politique extérieure du Vietnam, consolider les relations d'amitié et de coopération multiforme avec les pays amis traditionnels, dont la Roumanie, est une priorité. C'est ce qu'a affirmé la vice-présidente de l'Assemblée nationale, Tong Thi Phong, lors d'une rencontre le 15 avril à Hanoi avec une délégation de la Commission extérieure de la Chambre roumaine des députés, conduite par son président Koridi Attila, en visite de travail du 14 au 17 avril. La vice-présidente Tong Thi Phong a estimé que la coopération en matière économique, commerciale et d'investissement entre les deux pays n'était pas encore à la hauteur des potentiels comme des aspirations des deux pays. C'est pourquoi, les deux parties doivent intensifier leur coopération dans ces domaines. Elle a émis le souhait que les Parlements des deux pays continuent de renforcer l'échange de délégations, le partage d'informations comme d'expériences ainsi que de collaborer sur les forums interparlementaires régionaux comme internationaux, surtout dans le cadre de l'Union interparlementaire et l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, contribuant à la paix, à l'amitié, à la coopération et au développement dans le monde.

Entreprises françaises en Roumanie

DACIA - RENAULT : Renault poursuit son « road show » européen pour faire essayer ses véhicules électriques avant leurs lancements commerciaux prévus pour l'automne 2011. Durant 4 jours, le constructeur a fait escale en Roumanie où les medias, les leaders d'opinion et les partenaires de Renault ont pu tester à Bucarest, en conditions réelles, deux modèles de la gamme Renault Z.E. : Fluence Z.E. et Kangoo Express Z.E. Fabrice Cambolive, Directeur Général de Renault Nissan Roumanie, a notamment présenté les véhicules à Laszlo Boberly, Ministre de l'environnement roumain. Ces rendez-vous permettent à Renault de réitérer son engagement en matière d'environnement et d'afficher sa volonté de devenir leader sur le marché des véhicules électriques.

Le constructeur automobile Dacia, une des plus grandes entreprises roumaines et principal exportateur de la Roumanie, a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires d'environ 2,7 milliards d'euros, en hausse de 26,6 % par rapport à l'année précédente. C'est surtout grâce au Duster avec 81.000 unités exportées au cours des sept premiers mois de l'année 2010, Dacia, propriété du groupe français Renault, a réussi à augmenter son chiffre d'affaires.

KIABI : Kiabi comptait 430 magasins fin 2010 en France, en Espagne, en Italie, en Roumanie, en Russie et au Portugal. À l'international et hors métropole, l'enseigne a passé le cap symbolique des 100 magasins : 4 dans les DOM-TOM, 64 en Espagne, 20 en Italie, 5 en Roumanie. Kiabi, qui emploie au total 8 500 personnes, est désormais en France la première chaîne d'habillement en volume et la deuxième en valeur. Elle représente 3,4 % du marché français de l'habillement en valeur avec 8,4 % de parts de marché pour les vêtements bébé, 7,4 % sur le secteur enfants, 2,5 % sur le marché de l'homme et 2,7 % sur le marché de l'habillement pour femmes.

Bulletin financier

Légère baisse du chômage au mois de mars : Le taux de chômage au plan national a été de 5,92% au mois de mars 2011, selon l'Agence nationale pour l'occupation de la force de travail (ANOFM). Ce chiffre est en baisse de 0,66% par rapport au mois de février et de 2,47% par rapport au mois de mars 2010. Le nombre de chômeurs enregistré en Roumanie est aujourd'hui de 539.666, toujours selon les chiffres de l'ANOFM. Si ce sont les hommes qui ont bénéficié le plus de cette baisse, leur taux de chômage au mois de mars (6,25%) reste toujours plus élevé que celui des femmes (5,24%). Sur le nombre total de chômeurs répertoriés en Roumanie, seuls 231.721 reçoivent des indemnités.

L'inflation au-dessus de 8% en taux annuel : Le taux d'inflation annuel a atteint 8,01% au mois de mars, son taux le plus haut depuis le mois d'août 2008, selon les chiffres publiés par l'Institut national des statistiques. Cette inflation s'explique entre autres par l'augmentation des prix des produits alimentaires par rapport au mois de février, notamment ceux des pommes de terre (+ 6,59%), du sucre (+ 6,05%) et des fruits frais (+ 5,26%). La Banque nationale roumaine (BNR) vise pour 2011 une inflation de 3% avec une marge d'erreur de plus ou moins 1%.

Le nouveau code du travail est entré en vigueur le 1 mai : Le président roumain Traian Basescu a promulgué en fin de semaine dernière le nouveau code du travail, qui est entré en vigueur le 1 mai. Il s'agit de modifications apportées à l'actuel texte en vue de rendre le marché du travail plus flexible, notamment. La modification d'un élément substantiel du contrat individuel de travail (comme par exemple le lieu de travail, le salaire, la fonction occupée, la durée du travail, des congés, etc.) impose la conclusion d'un avenant au contrat dans un délai de 20 jours ouvrés à compter de la date de modification, sauf si cette modification est imposée par la loi. Les négociations entre syndicats et patronat autour de ces changements avaient débuté à la fin de l'année dernière. Après des discussions agitées entre les partenaires sociaux et le gouvernement, le Premier ministre Emil Boc avait décidé de mettre fin au débat en engageant la responsabilité de son gouvernement début mars.

Evénements

AGRARIA (04 - 08.05.2011) : www.agraria.info.ro

Salon International pour l'agriculture, l'industrie alimentaire et l'emballage - 17ème édition

Lieu et organisateur : Expo Transilvania - Cluj Napoca

EDU (12 – 15.05.2011) : www.edu-expo.ro

Salon international d'offres éducationnelles et formation professionnelle, équipements et mobilier scolaire

Lieu et organisateur : Romexpo – Bucarest

TIBCO (08 - 12.06.2011) : www.tibco.ro

Salon international de biens de grande consommation – 28ème édition

Lieu et organisateur : Romexpo – Bucarest

AMBIENT (08 – 12.06.2011) : www.ambient-expo.ro

Salon international de produits et systèmes pour les aménagements intérieurs/extérieurs, décorations et mobilier

Lieu et organisateur : Romexpo – Bucarest



AM CONSEIL

Votre interlocuteur en Roumanie, Bulgarie et Moldavie

Références



Conseil en affaires, appui aux entreprises – prospection du marché, implantation, délocalisation, sous-traitance, recherche partenaires, exportations ... en Roumanie

La société **AM Conseil**, relais pour la FIM et Bretagne International, est présente sur le marché roumain depuis 20 ans et son activité consiste à proposer aux entreprises roumaines et étrangères des services de conseil de la plus haute qualité.

Cabinet de Conseil faisant parti d'un groupe de sociétés dont le dirigeant français est industriel en Roumanie, Moldavie et Bulgarie, nous mettons à votre disposition une suite de services qui comprend :

- Conseil en développement à l'international
- Etudes marketing, prospection du marché
- Recrutement
- Assistance implantation, délocalisation
- Recherche de partenaires export/import, joint-venture
- Recherches de sites de production
- Recherche de sous traitants
- Assistance Juridique
- Assistance personnalisée aux PME
- Recherche de synergie entre PME et grands groupes

2, rue Vintila Voda
Secteur 3, Bucarest
Roumanie
PO BOX 22 - 103

Téléphone : 0040745009862
Télécopie: 0040317107103
Email : office@amconseil.ro
Site web : www.amconseil.ro

Avec nous vers la réussite à l'international !